

Énergie—Conservation

Donc, à court terme, les programmes n'iront pas à l'allure désirée ou jugée nécessaire. Je pense que le budget du printemps prochain restreindra et comprimera considérablement les dépenses gouvernementales. Le public le réclame et il va l'obtenir, mais il n'en sera pas plus satisfait qu'il ne l'a été de la taxe d'accise de 10 p. 100 imposée sur l'essence, l'été dernier. Cependant, comme je l'ai dit à mes électeurs à ce moment-là, ce n'est que la première étape. Il en reste encore beaucoup d'autres, car petit à petit le coût de l'énergie va monter pour se maintenir à un niveau élevé. Il leur faudra plus d'argent pour payer l'augmentation du prix de l'essence, mais je leur ai demandé de ne pas s'en étonner. Or, là n'est pas la question.

Ils doivent comprendre que s'ils continuent à gaspiller l'énergie à la même allure qu'auparavant, il leur faudra payer davantage. S'ils ne veulent pas déboursier davantage pour l'énergie, il serait préférable de l'économiser, en conduisant plus lentement, en achetant des voitures qui consomment moins, ou en voyageant moins. C'est à eux de choisir, car la situation est claire. Il leur faudra restreindre leur consommation d'énergie. Le temps de l'énergie à bon compte est révolu; nous nous engageons dans une ère où elle coûtera plus cher.

Ce sont donc toutes nos habitudes de consommation ou l'énergie qu'il nous faut modifier. C'est exactement ce qu'on a voulu nous faire comprendre le jour de l'Action de grâce, lorsqu'on nous a dit, qu'il faudrait nous serrer la ceinture. Il faut utiliser moins d'énergie ou en subir les conséquences.

A mon avis, cela ne suppose pas pour autant l'intervention du gouvernement par le biais de mesures législatives, ni son ingérence dans le secteur privé, mais plutôt un programme utilisant les instruments qu'offre le système de la libre entreprise. Ce sont les instruments qui existent dans le cadre de l'offre et de la demande et dont a fait mention le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton).

Je ne partage absolument pas l'avis du député de Don Valley (M. Gillies) selon lequel le gouvernement n'a rien fait. Au contraire, il a plusieurs réalisations à son actif. Le député de Nanaïmo-Cowichan-Les Îles (M. Douglas) nous a proposé d'inciter la population, par des mesures fiscales, à utiliser de plus petites voitures pour leurs déplacements. C'est précisément ce que nous avons fait en appliquant la taxe d'accise de 10 cents le gallon d'essence. C'était exactement notre objectif: économiser l'essence. Les industries en étaient exemptées.

Une voix: Votre objectif était d'augmenter vos revenus.

M. Maine: L'augmentation des revenus a servi à financer le système de prix unique pour le pétrole au Canada. Ce système permettra d'amortir le choc de la hausse rapide du prix de l'énergie que nous devons affronter à l'avenir. Le gouvernement fédéral a essayé de nous préparer sans nous traumatiser à cette éventuelle montée rapide du prix que les autres pays connaissent d'ores et déjà, ainsi qu'à la hausse du prix résultant de l'inflation.

Je crois qu'il est raisonnable d'adapter lentement notre économie plutôt que la modifier en un seul jour comme l'ont fait certains pays qui ont immédiatement ajusté leur prix de pétrole au tarif mondial. Aussi, je dis que la taxe d'accise de 10 p. 100 constitue une première étape, mais qu'il y en aura d'autres à mesure que nous ajusterons le prix de l'énergie.

L'électricité sera le facteur-clé. La hausse du prix du gaz naturel est déjà amorcée et les prix du pétrole se sont

accrus et continueront de s'accroître. Bientôt, les prix des différentes formes d'énergie ne permettront plus d'encourager artificiellement l'emploi d'une forme d'énergie de préférence à une autre. La géographie plutôt que l'économie commandera l'utilisation de telle source d'énergie ou de telle autre. Les sociétés de gaz et de pétrole qui se plaignent actuellement des mesures prises à cet égard, feraient mieux de se rendre compte qu'il est préférable pour nous, à longue échéance, d'en arriver à ne plus encourager artificiellement l'emploi d'une forme d'énergie de préférence à une autre.

Pour ce qui est de savoir si le gouvernement s'est occupé de cette question, j'aimerais porter à votre attention le rapport du Conseil des sciences sur l'utilisation de l'énergie, publié en mars dernier, son rapport sur la conservation de l'énergie, publié en juillet dernier, et le rapport qu'il a fait paraître plus récemment, au cours des dernières semaines sous le titre «Observations au sujet de la société économe de ses richesses.» Permettez-moi de citer un paragraphe de ce rapport, qui montre que le conseil des sciences a le souci d'informer tous les Canadiens, mais aussi que ce n'est pas là sa première démarche. Ce paragraphe se lit comme suit:

C'est le Conseil des sciences du Canada qui a conçu l'idée de la société économe de ses richesses naturelles et qui l'a lancée en 1973 dans son rapport intitulé «Problèmes d'une politique des richesses naturelles au Canada». Nous sommes fiers de pouvoir en revendiquer la paternité et prêts à en soutenir la valeur. Elle n'a rien à voir ni avec la futurologie ni avec la «croissance zéro». Elle exprime plutôt essentiellement l'idée que les Canadiens doivent en venir à prendre plus au sérieux qu'ils ne le font maintenant la nécessité d'économiser leurs richesses naturelles. Nous reconnaissons que bien des matériaux d'extrême importance existent en quantités limitées et nous mettons sérieusement en cause la possibilité de continuer à les consommer sans aucune modération.

En outre, à titre de champions de la société économe, nous estimons que bien des décisions qui sont prises aujourd'hui en vue d'atteindre des objectifs à court terme peuvent entraîner, à long terme, des malheurs sociaux qui exigeront des débours importants, peut-être inacceptables, qu'on devrait analyser avant d'accepter.

A notre avis, ces vues sont pratiques, concrètes et pertinentes.

Je crois que nous pouvons démontrer avec justesse que nous faisons quelque chose. Nous y allons lentement, car le régime démocratique dont nous sommes si fiers exige que le gouvernement fasse lentement tout ce qu'il fait. Il reste bien des choses à réaliser, et l'une d'elles est d'amener la population canadienne à reconnaître les changements qu'il importe d'apporter. C'est pourquoi je suis content que ce débat ait lieu aujourd'hui parce qu'il nous permet justement d'atteindre ce but.

M. Robert C. Coates (Cumberland-Colchester-Nord): Monsieur l'Orateur, c'est toujours avec un vif plaisir que je prends part à un débat sur l'énergie et je suis heureux de l'apport des députés des deux côtés de la Chambre. Il y a lieu de féliciter le député de Don Valley (M. Gillies) pour avoir présenté cette motion et pour son apport au débat, établissant ainsi les normes qui ont servi d'exemple aux autres.

Comme je viens des provinces Maritimes, je suis bien aise d'avoir l'occasion de parler, car dans ma région, les ressources énergétiques revêtent une importance vitale non seulement pour aujourd'hui mais pour l'avenir.

Tous les gouvernements se sont efforcés de réagir du mieux qu'ils ont pu à la situation mondiale pour ce qui est de l'industrie. Malheureusement, ces gouvernements, tant ici que dans bien d'autres parties du monde n'ont pas réagi comme nous l'avions prévu. Comme l'a signalé celui qui m'a précédé, c'est peut-être parce que notre pays est un pays démocratique et que les gouvernements agissent beaucoup plus lentement que nous l'espérons et assuré-